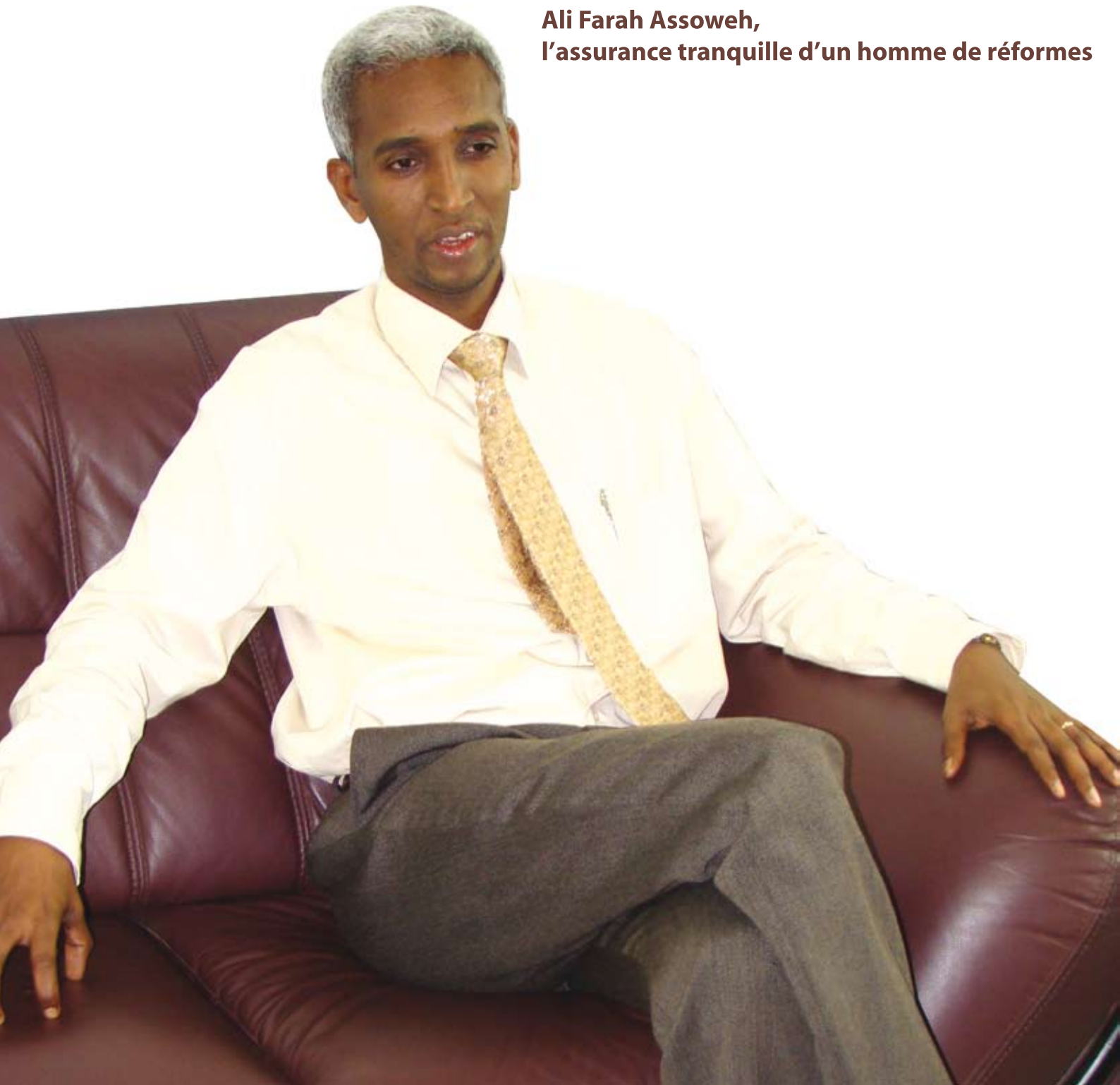


**Ali Farah Assoweh,
l'assurance tranquille d'un homme de réformes**



Ali Farah Assoweh, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Planification chargé de la Privatisation est l'argentier du pays sur lequel repose un certain nombre de dossiers essentiels au développement de la République de Djibouti: réformes macro-économiques, privatisation, mobilisation des ressources intérieures et extérieures... Avec l'assurance de celui qui est habitué à faire face à des situations difficiles mais aussi avec beaucoup d'humilité, il nous explique ses priorités, ses choix et met en perspective son action, dans un pays aux attentes considérables.

Monsieur le Ministre, à lire la presse internationale, le monde traverse la plus grave crise économique depuis celle des années 30. On l'impression que l'économie mondiale est en train de sombrer ! Aux Etats-Unis d'Amérique des dizaines de milliers de personnes se retrouvent à la rue, étant dans l'incapacité de pouvoir rembourser leurs prêts immobiliers, des sociétés licencient leurs salariés à tour de bras, des banques frôlent la faillite.

L'économie mondiale vit, il est vrai, une période difficile. Je ne parlerai pas pour autant de naufrage car l'aptitude de l'homme réside dans sa capacité à rebondir et à s'adapter à toutes les situations quelles qu'elles soient. Néanmoins, nous vivons une situation de crise sans précédent qui trouve ses fondements dans la recherche effrénée du profit sans aucun garde fous ni mécanismes de régulation. Pendant plus de vingt ans, les marchés financiers ont lutté pour ne plus être sous la tutelle de l'Etat et aujourd'hui nous voyons les conséquences de l'absence d'Etat et de régulation. Le principe de l'auto régulation a montré ses limites et à travers cette crise c'est la fin d'une idéologie qui se dessine. Cette recherche effrénée du profit a conduit à la crise des subprimes et la titrisation de ces subprimes à l'ensemble de l'économie a provoqué cet effet de contagion planétaire. Concernant les subprimes, il faut malheureusement se rendre à l'évidence que les crédits hypothécaires tels qu'ils ont été lancés ont conduit à un endettement des personnes non solvables et par conséquent les plus vulnérables, la capacité d'endettement des ménages étant calculée non pas sur leurs revenus réels mais sur la valeur immobilière de leurs biens. Tant que les prix de l'immobilier progressaient, le modèle

restait valable mais dès que les prix de l'immobilier ont commencé à baisser, le système s'est littéralement effondré et des milliers de personnes se sont retrouvées à la rue. La titrisation de ces produits a fait le reste, d'où cette panique planétaire alimentée par une défiance des opérateurs à l'encontre des marchés. Aujourd'hui, personne n'est capable de dire l'étendue des dégâts. Certes au niveau international, des colloques, des réunions sont organisés et des mesures importantes sont prises par les banques centrales avec aux Etats Unis le plan Paulson, en Europe l'intervention coordonnées des banques centrales. Mais malgré cela et en dépit des centaines de milliards de dollars injectés de part et d'autres, rien n'y fait pour l'instant et le climat reste délétère.

Ce qui est terrible dans tout cela - hormis la détresse humaine de ceux qui se sont trouvés dépossédés - c'est qu'on a prêté à des personnes non solvables, qu'une crise de surendettement a été provoquée alors qu'en Afrique on a du mal à prêter aux personnes solvables. En outre, depuis des années nous discutons, sur la nécessité d'accroître l'Aide Publiques au Développement (A.P.D) de quelques dizaines de milliards de dollars et n'arrivons pas à trouver les fonds supplémentaires et d'un coup, des centaines, des milliers de milliards de dollars sont miraculeusement disponibles pour répondre à cette crise. Enfin, aujourd'hui que les perfusions ont été administrées, il importe de mieux réfléchir à l'architecture de la finance internationale et les initiatives en ce domaine sont multiples mais il convient à ce que l'ensemble des pays puissent y être associés. La refonte du système financier doit se faire en collaboration avec tous et non pas par seulement un élargissement du G8 au G20.

A priori, nous ne constatons pas de changement dans la vie de tous les jours mais compte tenu de l'ampleur de la crise pour les économies développées et émergentes, n'existe t-il pas un risque que l'économie Djiboutienne puisse à son tour s'enrayer ? N'y a-t-il pas un risque que demain nos banques puissent elles aussi se déclarer en faillite à leur tour ?

Il est vrai que pour l'instant et donc à court terme, le continent af-

ricain en général et la République de Djibouti en particulier ne sont pas affectés par cette crise financière mais ceci traduit une réalité statistique accablante. L'Afrique pèse peu dans le commerce international et encore moins dans la finance internationale. Au moment où nous parlons de village planétaire, l'Afrique se trouve à la périphérie de ce village. Pour ce qui concerne la République de Djibouti, il n'existe pas, à l'heure actuelle de marchés financiers à proprement parler et les réflexions que nous menons avec les institutions financières de Bretton Woods dans ce cadre tireront bien entendu des leçons des causes de la crise financière. Pour ce qui est de l'impact de la crise sur notre économie, il ne faut pas être dupe. Aujourd'hui au niveau international, nous constatons que de financière, la crise devient maintenant économique et on parle déjà de récession en Europe et aux Etats-Unis. Le coût du crédit s'est renchéri sur les places internationales à cause de la défiance des banques entre-elles et à l'encontre des acteurs économiques et les économies occidentales cherchent à attirer les fonds souverains pour faire face à leurs importants besoins de liquidités. Ceci aura probablement un impact sur le volume des Investissements Directs Etrangers (I.D.E) en République de Djibouti.

J'ai déjà parlé de l'impact sur l'APD et rappelé qu'en temps ordinaire et malgré les promesses des partenaires, l'APD augmentait faiblement. Aujourd'hui que ces mêmes partenaires sont en crise, il semble difficile de continuer à croire à un engagement croissant de ces derniers et au respect des promesses réalisées à Gleenagles. Néanmoins,

je persiste à croire que réduire l'APD aurait des conséquences désastreuses pour les pays en développement et de manière indirecte sur les pays développés.

Enfin et concernant les faillites des banques de la place, je me plais à souligner la robustesse du marché financier local qui doit saisir

l'opportunité d'investir davantage dans l'économie réelle et croire davantage aux opportunités de développement en République de Djibouti. Je souhaite voir augmenter les investissements dans l'économie nationale au lieu de placements à l'étranger. Je suis heureux de constater que l'ouverture du système financier local à des acteurs plus nombreux ait permis aux banques de mieux occuper l'espace, d'être en concurrence et donc de mieux servir nos concitoyens.



Le président a initié en janvier 2007 un ambitieux programme de lutte contre la pauvreté, avec comme bras armé l'ADDS. L'objectif est extrêmement louable, il se propose de partager les fruits de la croissance. Mais cette politique nécessite la mobilisation de ressources très importantes. Pourriez-vous nous

indiquer à ce jour les moyens mobilisés par votre ministère pour appuyer ce programme ? Et surtout disposez-vous d'une fourchette du coût estimative de ce vaste chantier ?

L'initiative Nationale de Développement Social qui traduit le programme de lutte contre la pauvreté engagé par le gouvernement n'est pas du ressort exclusif de l'ADDS. L'ADDS n'est qu'un des leviers mis en place par le gouvernement afin de combattre de manière durable la

pauvreté. Quand nous construisons des écoles, des dispensaires, des hôpitaux, des réseaux d'assainissements, quand nous mettons en œuvre des réformes économiques, quand nous formons et recrutons des enseignants, des médecins, quand nous créons des emplois, nous luttons contre la pauvreté. Néanmoins, nous avons constaté que l'APD telle qu'elle était traditionnellement dévolue, n'avait qu'un impact limité sur la pauvreté, du moins sur le court terme, et nous avons voulu ajouter une corde à notre arc en privilégiant un développement intégré selon des zones d'action délimitées par le gouvernement. Pour l'ADDs, mon département a mobilisé d'importantes ressources qui seront effectives début 2009. Je sais que cela peut être frustrant d'entendre ou de voir à la télévision des chiffres importants et de ne rien voir de concret venir, mais je tiens à vous annoncer que la phase de mobilisation est terminée et que nous allons maintenant entrer dans la phase d'exécution des programmes rapidement. Pour information, j'aimerais rappeler quelques actions que nous avons entreprises en 2008 pour soutenir l'INDS : nous avons mobilisé pour l'Agence Djiboutienne pour le Développement Social 5,5 millions d'euros par le biais de l'Agence Française de Développement avec qui nous avons signé un accord le jeudi 6 novembre 2008. Nous avons également mobilisé 8,5 millions de dollars dans le cadre du FAD XI avec la Banque Africaine de Développement, 3 millions de dollars avec la Banque Mondiale dans le cadre du *Cas 14* et 8,5 millions de dollars de la Banque Islamique de Développement. Outre ces fonds mobilisés auprès des partenaires au développement, nous avons également mis à la disposition de l'ADDs, une enveloppe de 350 millions de francs Djibouti afin de financer le développement du micro crédit et alimenter ainsi le Fond de Solidarité National dont le montant global s'élève aujourd'hui à 780 millions de Fdj. Nous comptons atteindre l'objectif

s'imposaient afin de stabiliser les cours sur le marché national des denrées de première nécessité en supprimant en avril la taxation sur 5 produits. Au mois de juin 2008, cette mesure a été étendue aux pâtes ainsi qu'aux fruits et légumes. Ces importantes mesures couplées à la création d'une brigade de contrôle constituaient une première réponse à cette flambée des prix des denrées alimentaires induites par des variables extérieures. Je sais que malgré ces mesures les prix ont continué à progresser mais cette progression a cependant pu être atténuée par les mesures prises. Les autorités ont également augmenté l'accès à la nourriture en procédant à la distribution de vivres en milieu rural et en augmentant la dotation aux cantines scolaires. Les autorités ont également octroyé des bourses scolaires pour

